De la Landesgeschichte à la Geschichtliche Landeskunde

L'élaboration d'un champ historiographique et son évaluation

Volker Rödel

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/alsace/1452>

DOI : 10.4000/alsace.1452

ISSN : 2260-2941

Éditeur

Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie d'Alsace

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2007

Pagination : 23-36

ISSN : 0181-0448

Référence électronique

Volker Rödel, « De la Landesgeschichte à la Geschichtliche Landeskunde », *Revue d'Alsace* [En ligne], 133 | 2007, mis en ligne le 30 octobre 2011, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/alsace/1452> ; DOI : 10.4000/alsace.1452

De la *Landesgeschichte* à la *Geschichtliche Landeskunde*

L'élaboration d'un champ historiographique et son évaluation

La spécialité historique* évoquée ici peut être considérée comme une orientation de recherches spécifique à l'espace germanophone¹. Après la Seconde Guerre mondiale, elle a perpétué une tradition ; cela nous oblige à jeter un regard sur ses origines afin de mieux la comprendre. Il est cependant nécessaire d'expliquer les différents termes de cette discipline qui, peuvent apparaître comme des révélateurs des variations d'interprétation. Car le Français définirait l'ensemble de tous ces termes en la seule expression d'« histoire régionale ».

Le terme *Land*, terme fondamental définissant l'Etat allemand, se développe qualitativement comme moyen de définition des notions de *Landesgeschichte* et *geschichtliche Landeskunde* dans le sens de notre sujet de recherche. Née au début du XIX^e siècle, la notion de *Landesgeschichte* s'appliqua initialement aux territoires des maisons princières régnautes, avant, tout comme après, la fin du Saint-Empire. De nos jours, elle témoigne de la structure fédérale de l'Allemagne dans le terme *Bundesland*. Cependant, hormis pour la Bavière, il n'existe guère de continuité géographique de ces « Etats ».

Dans la mesure où des manuels d'histoire ont été publiés ou sont en préparation par de nombreux Etats fédéraux, la notion de *Land* constitue toujours, plus ou moins, le cadre administratif pour l'historiographie. Il est certain que dans l'utilisation du terme *Land*, dans l'historiographie se mêle étroitement des facteurs juridiques, politiques, géographiques, économiques et culturels de façon et d'intensité variables. Cette définition large de l'histoire régionale en Allemagne, fondée essentiellement

*) Je suis très obligé à mon collègue Daniel Peter/Nancy d'avoir révisé la traduction de ce texte.

1) WERNER (Matthias), Zwischen politischer Begrenzung und methodischer Offenheit. Wege und Stationen deutscher Landesgeschichtsforschung im 20. Jahrhundert, in MORAW (Peter), SCHIEFFER (Rudolf), éd., Die *deutschsprachige Mediävistik im 20. Jahrhundert* (Vorträge und Forschungen, 62), 2005, p. 251-364, p. 363.

sur des aspects culturels historiques, est due à Karl Lamprecht². Il envisagea de faire des recherches systématiques basées sur la synergie d'un maximum de disciplines historiques, qu'il qualifiait de « culture matérielle », dans de petits espaces. Les résultats de cette historiographie génétique devaient générer peu à peu un tableau d'une histoire universelle. Lamprecht ne réussit cependant pas à en persuader les représentants conservateurs de l'historiographie nationale, et il semble inutile de rappeler ici, à Strasbourg, que son idée a été reprise et poursuivie ailleurs, notamment par l'Ecole des Annales.

Le fait que la *Landesgeschichte* se définisse de plus en plus par sa méthode d'observation et d'approche du sujet, et non seulement par le sujet lui-même, aboutit dans les années 20 du siècle passé, à l'émergence d'une nouvelle notion, celle de *geschichtliche Landeskunde*. On chercha à mettre l'accent sur la dimension historique de tous les aspects aptes à être – pour ainsi dire – isolés dans un pays, par exemple, géographiques, linguistiques, ethnologiques et anthropologiques. Toute donnée, qu'elle soit matérielle ou spirituelle, doit faire l'objet de recherches, depuis ses origines puis dans son développement puis sa disparition ; c'est l'homme colonisateur et sa société qui en forment le centre d'intérêt. Le terme vit le jour à l'occasion de la création de l'*Institut für geschichtliche Landeskunde der Rheinlande* (de la Rhénanie) à l'Université de Bonn en 1920. L'imprécision de l'espace géographique auquel cet Institut voulait consacrer ses travaux, démontre que ce critère avait été abandonné pour faire place à un nouveau concept repris de Karl Lamprecht, celui d'histoire culturelle.

A cette époque, on parla d'espaces culturels. Après la seconde Guerre mondiale, on les qualifia de *Geschichtslandschaften*, (régions voire paysages historiques)³. Les habitants d'une région historique possèdent une conscience commune de groupe, qui s'énonce dans le nom de la région et dans un certain patriotisme relatif à cet espace. Cette conscience peut se fonder sur des éléments variables, soit la langue, l'appartenance nationale, une culture commune et aussi des strates de traditions. Sur le plan géographique et historique, la région se définit comme partielle et jamais globale.

Avant de suivre le développement de ce champ historiographique, il faut rappeler que le terme *Regionalgeschichte* (histoire régionale) est apparu pour se démarquer de la terminologie plus ancienne. C'est le cas en RFA dans les années 70 du siècle passé, mais beaucoup plus tôt et de façon plus prononcée en RDA. Nous y reviendrons.

Ce n'est pas par hasard que le premier *Institut für geschichtliche Landeskunde* a été fondé à Bonn, c'est-à-dire en Rhénanie, à cette époque occupée par les puissances alliées victorieuses. A posteriori, on a qualifié cette nouvelle discipline et son énorme

2) BUCHHOLZ (Werner), *Vergleichende Landesgeschichte und Konzepte der Regionalgeschichte von Karl Lamprecht bis zur Wiedervereinigung im Jahre 1990*, in BUCHHOLZ (Werner), éd., *Landesgeschichte in Deutschland. Bestandsaufnahme, Analysen, Perspektiven*, 1998, p. 11-60, p. 17.

3) JANSSEN (Wilhelm), *Das Institut für geschichtliche Landeskunde der Rheinlande der Universität Bonn nach der Ära Steinbach (seit 1961)*, in BUCHHOLZ, *Landesgeschichte* (n. 2), p. 315-323, p. 316 ; FABER (Karl-Georg), *Was ist eine Geschichtslandschaft ?*, in *Geschichtliche Landeskunde* 5,1. 1968, p. 1-28.

développement depuis les années 20 du siècle dernier d'« enfant de la défaite mal digérée de 1918 »⁴. Il y avait donc un rapport étroit avec la perte des territoires, les réparations, le problème des anciens Allemands se trouvant citoyens de nouveaux Etats et les efforts pour la révision du traité de Versailles. Le premier directeur de l'institut de Bonn, Hermann Aubin, était lui-même originaire de Bohême et sa patrie était devenue entre temps territoire tchèque. A ce moment, le fait que le concept de la discipline ignore les frontières administratives et politiques en déterminant des faits de colonisation, des mouvements et des espaces civilisateurs ainsi que des frontières et des zones d'influence ethniques, constituait un atout. C'est donc le Moyen Age qui retint toute l'attention. La *geschichtliche Landeskunde* offrit ainsi alors *volens volens*, des arguments susceptibles de servir pour des prises de position scientifiques dans des questions de politique contemporaine. Le danger de l'instrumentalisation à des fins politiques ne semblait pas se poser. De plus, à Bonn, on s'efforça, dès le début, de mettre les résultats des recherches scientifiques à la portée d'un large public notamment à travers des publications et des conférences.

Au cours des années 20 et 30 du siècle dernier, la discipline *Landesgeschichte* s'imposa en tant que branche reconnue de l'historiographie dans de nombreuses universités. L'élaboration de cartes historiques connut de l'importance ; elles servaient à la fois à la connaissance scientifique et à son exposition. A l'instar de celui de Leipzig établi en 1906, d'autres instituts furent fondés d'après le modèle de Bonn, à Marbourg, Münster, Breslau, Fribourg, Erlangen, Iéna et Heidelberg⁵. Certains même n'ont pas de lien avec l'université, ainsi à Kaiserslautern en 1937 et à Metz en 1940. Dans les régions frontalières ainsi qu'en Autriche, on se préoccupa essentiellement de *Volks- und Siedlungsforschung* (c'est-à-dire de la recherche scientifique sur l'appartenance ethnique et la colonisation). Le travail dans les Instituts se déroula avec des mots d'ordre comme *Grenzlandforschung* (recherche dans les régions frontalières) ou, après 1933, *West- ou Ostforschung* (recherche dans l'Ouest ou dans l'Est). De nombreux chercheurs ont servi idéologiquement le III^e Reich, soit sur ordre, soit volontairement ; de temps à autre, on a même trahi les fondements méthodologiques de la discipline.

Après 1945, le fait et l'importance de la compromission de ces chercheurs restèrent ignorés, sauf si l'adhésion au parti nazi permettait de l'établir. Les commissions historiques (« *Historische Kommissionen* »), les grandes associations historiques (*Geschichtsvereine*) et les Instituts universitaires de *geschichtliche Landeskunde* survécurent ainsi que les chaires de professeurs. Pendant les années 50, on en a même créé de nouvelles, de même dans des universités nouvellement fondées comme, par exemple, Mayence. En 1960, on réussit à fonder dans cette dernière, un *Institut für geschichtliche Landeskunde an der Universität Mainz*. Dès 1952, on fonda une *Kommission für saarländische Landesgeschichte und Volksforschung*⁶ et le territoire de la Sarre ne faisait, à cette époque, pas encore partie de la RFA. En ce qui concerne la République fédérale, force est de constater une grande continuité du personnel et

4) SCHULZE (Winfried), cit. par WERNER (Matthias), (n. 1), p. 303.

5) WERNER (Matthias), (n. 1), p. 294-95.

6) WERNER (Matthias), (n. 1), p. 329.

du concept accompagné d'un renouveau institutionnel. En effet, la *Landesgeschichte* ne cessait de progresser⁷ même si la situation politique avait changé. A l'exception de la Bavière où la *Landesgeschichte* a toujours été une affaire d'Etat, presque tous les Länder durent se préoccuper de la formation d'une identité régionale pendant la phase de l'établissement et de l'organisation de la République fédérale. Il s'agissait de réprimer l'attachement aux anciennes entités historiques. Cet exercice a été renouvelé en 1990 dans les nouveaux Etats fédéraux de l'Est. La discipline sut encore tirer profit du fait qu'elle ne se référait pas à des territoires administratifs actuels ou historiques pour aboutir à des résultats solides dans ses recherches sur l'histoire régionale ou locale. On établit souvent le lien avec des recherches d'avant-guerre, au moins dans les méthodes et les concepts. On peut citer, comme exemple, les recherches sur l'histoire des personnes de Gerd Tellenbach et de son école à Fribourg⁸ qui, d'ailleurs, abandonnèrent très vite cependant la *Landesgeschichte* au sens propre. Cependant, les recherches sur l'espace culturel conçues par Hermann Aubin tout comme celles sur l'espace colonisé perdaient de plus en plus d'adeptes au profit de la géographie⁹. Elles sont remplacées avec succès par la recherche sur l'histoire des villes amorcée, par exemple, par Edith Ennen à Bonn ou Heinz Stoob à Münster.

Pour l'histoire générale il ne faut pas sous-estimer l'importance du *Konstanzer Arbeitskreis für mittelalterliche Geschichte* (groupe d'études de Constance pour l'histoire médiévale) constitué à l'initiative de Theodor Mayer en 1951. Si ses colloques dans l'île de Reichenau sont perçus comme les rencontres de médiévistes les plus importantes et les plus riches d'Allemagne, ce sont surtout des représentants de la *Landesgeschichte* qui s'y retrouvent. Cela aboutit à une véritable recherche régionale comparative d'ampleur européenne. Theodor Mayer énonça, en 1958, que s'y formaient des « éléments stables d'une histoire de l'Empire indemne de crises » afin que naisse une image du Moyen Age « résistante aux crises », mais il négligea d'une manière élégante ses propres expériences, par ailleurs compromettantes¹⁰, avec la discipline en s'attribuant la faculté de faire des recherches sans préjugés. Le nom de Walter Schlesinger, son successeur à la présidence du groupe, est associé au recentrage sur l'histoire constitutionnelle. Le mot « constitution » doit être pris dans son sens originel, car il s'agit d'étudier les conditions sociales et juridiques. En 1968, le directeur de l'institut de Bonn, Franz Petri, parle de « conditions de vie avant et hors de la réalité politique »¹¹.

La compromission de nombreux représentants de cette discipline avec le régime nazi a pu être cachée au grand public durant les années 50 et 60 grâce au respect strict de la loi du silence par les intéressés et cela favorisa l'essor fulgurant de la discipline

7) JANSSEN (Wilhelm), *Landesgeschichte im Nachkriegsdeutschland*, in *Hessisches Jahrbuch für Landesgeschichte* 50. 2000, p. 403-421, p. 405 ; WERNER (Matthias), (n. 1), p. 332.

8) SCHWARZMAIER (Hansmartin), in MERTENS (Dieter), MORDEK (Hubert), ZOTZ (Thomas) éd., *Gerd Tellenbach (1903-1999) Ein Mediävist des 20. Jahrhunderts*, 2005, p. 39-52.

9) WERNER (Matthias), (n. 1), p. 335.

10) WERNER (Matthias), (n. 1), p. 315-17.

11) JANSSEN (Wilhelm), *Institut* (n. 3), p. 315.

par rapport aux autres matières historiques. En 1956, Hermann Heimpel, qui aurait dû être plus perspicace, lui attribue même le rang de science éminente (*hohe Wissenschaft*)¹². En mettant l'accent sur la culture, la *Landesgeschichte*, loin de tout programme centralisateur ou nationaliste, passa pour la branche de l'historiographie s'adaptant le mieux à la structure fédérale de l'Etat, voire comme la plus politiquement correcte.

Dans son article programme de 1961 « *In Grenzen unbegrenzt* »¹³ (Dans des frontières, mais sans limites), Ludwig Petry, détenteur de la chaire de Mayence, renoue avec la méthode de la discipline de la *geschichtliche Landeskunde* élaborée avant 1933 : le choix volontaire d'un cadre géographique limité offre toutes les possibilités de coopération entre différentes disciplines et ouvre toutes les dimensions thématiques et chronologiques. Cependant, le champ de recherche se situait toujours encore au Moyen Age et plus précisément au Moyen Age tardif.

Le changement le plus radical que la discipline connut au cours du XX^e siècle et qui, en même temps, mit fin à son unité, se déroula à la fin des années 60 et durant les années 70¹⁴. Les causes en sont multiples. A cette époque, les protagonistes des premiers temps étaient retraités ou disparus et les chaires établies dans de nombreuses universités nouvellement fondées étaient destinées à des professeurs de *Landesgeschichte* et non pas de *geschichtliche Landeskunde* dont certains s'intéressaient aussi à des sujets de l'histoire moderne. En même temps, l'évaluation réaliste des possibilités provoqua un désintérêt de l'interdisciplinarité qui avait souvent été invoquée, mais jamais réalisée. On préféra s'inspirer d'une sociologie historique à base plutôt théorique en cherchant à trouver et appliquer des méthodes de la sociologie, de la démographie et de l'histoire de la vie quotidienne dans des espaces à définir. Ces espaces n'étaient souvent que de dimensions locales ; mais, comme pour l'histoire régionale, ils ne devaient pas être liés à des frontières administratives. Cette méthode de recherche mettait également, de façon accrue, l'accent sur la comparaison internationale. Pour mettre en relief la nouveauté de ce développement et prendre leurs distances avec la *Landesgeschichte* traditionnelle, les avant-gardistes de cette nouvelle discipline lui donnèrent le nom de *Regionalgeschichte*¹⁵. Il s'agit, en fait, d'une part, d'un déplacement du centre d'intérêt chronologique vers l'histoire moderne et contemporaine, d'autre part, d'une réorientation thématique vers les thèmes de l'histoire sociale et économique, tout particulièrement l'histoire de l'industrialisation. La plupart des travaux réalisés furent

12) WERNER (Matthias), *Die deutsche Landesgeschichtsforschung im 20. Jahrhundert – Aufbrüche, Umbrüche, Perspektiven*, conférence publique lors le congrès *Landesgeschichte auf dem Prüfstand* de l'Institut für Geschichtswissenschaft der Rheinischen Friedrich-Wilhelms-Universität Bonn, Abteilung für Rheinische Landesgeschichte, Bonn, le 25 sept. 2006. Cet Abteilung est, en ce qui concerne les disciplines historiques, le successeur de l'Institut fondé en 1920, qui a dû se démembrer en printemps 2006.

13) PETRY (Ludwig), *In Grenzen unbegrenzt. Möglichkeiten und Wege der geschichtlichen Landeskunde*. Institut für geschichtliche Landeskunde an der Universität Mainz. Jahressgabe 1961, 17 pp.

14) WERNER (Matthias), (n. 1), p. 342.

15) Cf. La contribution de Ernst HINRICHS, in HAUPTMEYER (Carl-Hans), *Landesgeschichte heute*, 1987, p. 16-34.

consacrés au XIX^e siècle et apparaissait souvent comme des micro-études dans la mesure où les informations nécessaires ne pouvaient être trouvées que localement.

Le concept de cette histoire régionale développé au milieu des années 70 constitue la réponse au manque d'intérêt de la *Landesgeschichte* pour l'histoire moderne et contemporaine. Ses orientations sont surtout dues à des spécialistes de l'histoire économique¹⁶. On compte d'abord que la *Regionalgeschichte* succéderait à la *Landesgeschichte* pour la période après 1800, mais cet espoir fut déçu par l'indétermination de l'espace pris en compte. Car, en pratique, on se rendit compte que les espaces observés correspondaient quand même à des unités administratives. Pour une raison simple : seules ces dernières offraient le cadre de l'étude des sources¹⁷. La seule étiquette ne contribua pas à clarifier la définition du terme région¹⁸. Que le terme *Regionalgeschichte* fut employé par d'autres auteurs, par exemple Ernst Hinrichs, comme on le fit en France pour des pans de l'histoire du Moyen Age tardif ou de l'époque moderne, fut, en revanche, ignoré par les chercheurs s'intéressant à des sujets d'histoire économique des XIX^e et XX^e siècles. Tous ces facteurs empêchèrent l'acceptation générale du terme *Regionalgeschichte*. L'usage, de nos jours, en a fait un quasi synonyme de *Landesgeschichte*. Actuellement, la querelle des défenseurs d'une *Regionalgeschichte* autonome, déjà qualifiés de *Landeshistoriker* malgré eux¹⁹, avec les représentants de la *Landesgeschichte* traditionnelle est considérée comme achevée²⁰. A partir des années 90, on observa un rapprochement pragmatique des positions adverses dans la mesure où la discipline *Landesgeschichte* s'intéressait beaucoup plus à des thèmes de l'histoire moderne et contemporaine.

La controverse entre les deux camps n'était donc pas féconde. Au contraire, elle empêcha plutôt de poser et de traiter de nouvelles questions²¹ pour le développement de la discipline *Landesgeschichte*, dont Alois Gerlich résuma les principes, pour le Moyen Age, encore une fois en 1982²².

Avant de concentrer notre attention sur le passé le plus récent de la discipline *Landesgeschichte*, il faut encore évoquer l'autre version du terme *Regionalgeschichte*, celui utilisé dans l'ancienne RDA. L'effort pour se distinguer des recherches historiques de l'Allemagne de l'Ouest considérées comme revanchardes conduisit dès 1961 à forger un concept propre comprenant cinq champs de recherches d'histoire régionale définis selon la vision marxiste du monde²³. L'un de ces champs

16) BUCHHOLZ (Werner), (n. 2), p. 40.

17) BUCHHOLZ (Werner), (n. 2), p. 51-53.

18) STEINBACH (Peter), Zur Diskussion über den Begriff der „Region“ – eine Grundsatzfrage der modernen Landesgeschichte, in *Hessisches Jahrbuch für Landesgeschichte* 31. 1981, p. 185-200, p. 189.

19) JANSSEN (Wilhelm), *Landesgeschichte* (n. 7), p. 417.

20) SPEITKAMP (Winfried), Grenzer der Landesgeschichte. Bemerkungen zu neuen Standortbestimmungen, in *Hessisches Jahrbuch für Landesgeschichte* 51. 2001, p. 233-56, p. 241 ; conférence introductive de Manfred GROTEN du congrès du 25.-26 sept. 2006 à Bonn, cf. n. 12.

21) KIESSLING (Rolf), Kommunikation und Region in der Vormoderne. Eine Einführung in HOFFMANN (Carl A.), KIESSLING (Rolf) éd., *Kommunikation und Region*, 2001, p. 11-39, p. 18.

22) GERLICH (Alois), *Geschichtliche Landeskunde des Mittelalters. Genese und Probleme*, 1986, 511 p.

23) BUCHHOLZ (Werner), (n. 2), p. 28.

se réfère à Karl Lamprecht et apparaît sous la terminologie « l'histoire de la culture matérielle et spirituelle ». Cette recherche se déroulait sur trois niveaux : le niveau local, celui du pays et celui de la Nation. Du point de vue théorique, ce programme s'appuyait sur les principes énoncés par Rudolf Kötzschke à Leipzig et Hermann Aubin à Bonn, sans que leurs noms ne soient cités, et rejoignait complètement les conceptions des années 20 du XX^e siècle. Le terme *Region* servait à cautionner la nouvelle subdivision territoriale de la RDA, qui avait fait disparaître, de manière centralisatrice, les anciennes structures administratives. Le terme *Landesgeschichte* devait être banni dans la mesure où il suggérait autonomie et fédéralisme. Dans ce contexte, la *Regionalgeschichte* apparaissait comme partie intégrante d'une histoire nationale centraliste à laquelle elle devait fournir des résultats²⁴. Comme ce type de recherches devait correspondre à l'idéologie d'un « Etat d'ouvriers et de paysans », le Moyen Age fut négligé, ce qui reste perceptible de nos jours. La méthode appliquée en RFA dans la *geschichtliche Landeskunde*, alors à son apogée, était connue et appréciée par les chercheurs de la RDA, mais son application était strictement interdite par le parti dirigeant. La recherche dans le domaine de la *Landesgeschichte* était réduite à un minimum que garantissaient les services d'archives. Cela provoqua bien évidemment un déficit théorique. Face à cette situation, Walter Schlesinger, qui avait quitté la RDA, fonda, en 1960, à Marburg, le *Forschungsstelle* (centre de recherches) *für geschichtliche Landeskunde Mitteldeutschlands* (de l'Allemagne centrale), où, en compensation, pour ainsi dire, des recherches étaient menées, essentiellement sur la *Landesgeschichte* de la Thuringe²⁵.

D'une manière surprenante, il se produisit un revirement en 1980. Le régime découvrait la valeur de la tradition dans le sens où que ce qui menait à l'Etat socialiste contemporain devait être recherché et étudié²⁶. Comme la tradition pouvait être mise en valeur sur le plan local comme au niveau régional, on revalorisa la *Landesgeschichte* en tant que discipline reprenant la dénomination elle-même. Car on tenait à offrir aux citoyens un spectre plus large de possibilités d'identification avec le régime. Il n'y avait plus beaucoup de points de repère, mais il s'avérait possible de recourir au concept autrefois honni de la *Landesgeschichte*. On ordonna la rédaction de *Landesgeschichten* (histoires des régions), dont, seule, celle de Saxe était achevée en 1990. Au moment de la réunification de l'Allemagne, les conditions de rapprochement des deux espaces de recherche s'étaient nettement améliorées en RDA.

Mais quelles étaient alors les conditions d'existence de la *geschichtliche Landeskunde* dans l'ancienne RFA ? Les attaques des défenseurs de la *Regionalgeschichte* avaient diminué et ils avaient reconnu que les deux concepts avaient deux points communs : d'une part, la tradition se référant à Karl Lamprecht que les deux camps revendiquaient, d'autre part, l'intérêt commun de la connaissance scientifique²⁷. Le titre d'un livre, *Landesgeschichte heute*, publié en 1987 par l'un des porte-parole de la *Regionalgeschichte*,

24) BUCHHOLZ (Werner), (n. 2), p. 30.

25) WERNER (Matthias), (n. 1), p. 332.

26) BUCHHOLZ (Werner), (n. 2), p. 42.

27) BUCHHOLZ (Werner), (n. 2), p. 48.

Carl-Hans Hauptmeyer, est significatif. Derrière le terme *Landesgeschichte*, on notait une possible coexistence. Cependant, la coexistence signifiait aussi un élargissement du spectre des conceptions avec le risque de brouiller les définitions. À côté de l'ancienne *Landesgeschichte* qui a considéré les unités politiques comme le cadre des recherches, et de la *geschichtliche Landeskunde* qui a délimité son cadre selon des critères géographiques et culturels, se situait maintenant la *Regionalgeschichte* qui qualifiait son champ de recherche « d'espace social » avec l'intention d'en traiter les aspects de l'histoire sociale, de l'histoire des mentalités, d'anthropologie culturelle et de l'histoire de la vie quotidienne²⁸. Cela augmentait désormais la possibilité, voire la nécessité, de nouer le contact interdisciplinaire, ce qui mena parfois à un manque de clarté. Il me semble que, jusqu'à présent, on n'a pas réussi à structurer et systématiser cet immense chantier.

S'y ajoutent les besoins d'information et d'identification du grand public à prendre en compte. Car ce besoin naît au niveau local ou peut-être régional et se manifeste depuis les années 90 de manière croissante dans des ateliers historiques pour de non-professionnels, et dans des fêtes historiques, des manifestations – chez nous, on parle de *events* –, pour lesquelles on consulte souvent les experts.

Avant de reprocher à la *Landesgeschichte* de souffrir actuellement d'un trop grand déficit de conceptions et de méthodes claires, voire de manque de méthodes, il faudrait revenir en arrière afin de vérifier si la méthode définie de façon très limpide par l'*Institut für geschichtliche Landeskunde der Rheinlande* à Bonn au cours des années 20 était susceptible d'avoir un avenir. La coopération de l'historiographie avec les disciplines de la linguistique et de l'ethnologie, par l'échange continu d'informations, par la comparaison des dates²⁹, surtout représentées par la cartographie, et la synopsis des résultats devaient permettre l'exploration d'espaces culturels. Examinée de plus près, cette idée ne se trouve réalisée que dans la publication de 1926, *Kulturströmungen und Kulturprovinzen in den Rheinlanden* (Courants et provinces de civilisation en Rhénanie) de Hermann Aubin, Theodor Frings et Josef Müller.

Le chemin emprunté par la discipline après 1933 en tant qu'instrument politique et l'essor pris, malgré cela, à partir de 1945, a déjà été évoqué. Mais même sans cela, il est permis de douter qu'à la longue, la méthode aurait pu se perpétuer. Les institutions ne s'y prétaient plus, car d'habitude, ce sont des points de vue individuels, issus de la recherche ainsi que des intérêts des autorités et des bienfaiteurs qui influencent le travail³⁰. La relation tendue entre science et politique ne constitue certainement pas un problème typiquement allemand. Pendant la décennie passée, des recherches ont mis en relief le rôle de la discipline pendant l'époque nazie, en mettant en lumière des informations importantes et souvent surprenantes. Nous savons à présent que la plupart des représentants de la discipline étaient plus ou moins proches du régime nazi et qu'une partie d'entre eux s'y étaient identifiés en se mettant au service de sa

28) HINRICHS (Ernst), Zum gegenwärtigen Standort der Landesgeschichte, in *Niedersächsisches Jahrbuch für Landesgeschichte* 57. 1985, p. 1-18, p. 5 (diagramme).

29) GERLICH, (n. 22), p. 81.

30) JANSSEN (Wilhelm), *Institut* (n. 3), p. 316.

politique criminelle vis-à-vis des populations et de leur déplacement³¹. Comme nous le savons grâce à de récents ouvrages sur la recherche sur l'Ouest (*Westforschung*)³², le nazisme n'a pas seulement attiré des individus, mais il a aussi favorisé des méthodes et thèmes particuliers et tout particulièrement l'interdisciplinarité qu'il considérait comme moderne. On en saura plus sur tout cela et on pourra prononcer des jugements plus justes après des recherches plus approfondies. Cela est d'une importance primordiale pour l'idée que se font les chercheurs de la discipline et doit être réalisé en coopération avec la recherche sur l'histoire contemporaine. La question qui se pose dès lors est la suivante : une méthode est-elle mauvaise pour la seule raison qu'elle a servi des intentions non scientifiques ? Même si on répond par la négative à cette question, le fait de s'être compromis à l'époque du nazisme a certainement contribué à la perte d'influence dont souffre la *geschichtliche Landeskunde* actuellement. Au 46^e congrès des historiens allemands qui a eu lieu à Constance en septembre dernier, aucune des 50 sections n'a été dédiée à la *Landesgeschichte*. Cela n'est d'ailleurs peut-être pas trop inquiétant dans la mesure où de tels congrès ont un thème défini comme cadre de travail à l'intérieur duquel les champs disciplinaires se trouvent représentées de façon variable.

Comment faut-il alors décrire l'état actuel de cette discipline et les perspectives qui s'ouvrent à elle dans l'avenir ? Sans aucun doute note-t-on une certaine interrogation relative au concept, c'est-à-dire sur les contenus et les méthodes à adopter³³ ? Le modèle de la *geschichtliche Landeskunde* développé à Bonn me semble être dépassé. La cohérence entre différentes disciplines supposées voisines à cette époque ne peut, en effet, être perpétuée dans la mesure où elles tendent à prendre leurs distances en élargissant leurs champs tout en affinant leurs méthodes³⁴. On devrait donc revenir à la notion générale de *Landesgeschichte*. Dans un souci d'efficacité, il faudrait y intégrer tout ce qui y a figuré sous l'appellation *Regionalgeschichte*. Il n'est pas douteux que la discipline procède de bonnes traditions et qu'elle devrait poursuivre sur cette voie ; toutefois, pour assurer son avenir, il faudrait une relance sur le plan du concept tout comme sur celui de l'organisation. L'ouverture d'esprit qu'on lui accorde ces derniers temps et qu'on lui recommande également³⁵, devrait l'avantager à condition d'être conscient d'un réel besoin de redéfinition méthodologique. Ce potentiel est quasi illimité et il faut continuer à l'utiliser pour le développement d'une image universelle, voire « totale » de l'histoire³⁶. Des recherches au niveau régional et local doivent

31) WERNER (Matthias), (n. 1), p. 327.

32) HAUPTS (Leo), Die „Universitätsgemeinschaft für Raumforschung“ und die politische Indienstnahme der Forschung durch den NS-Staat. Das Beispiel der Universität zu Köln, in *Rheinische Vierteljahrsblätter* 68. 2004, p. 172-200, p. 172.

33) WERNER (Matthias), conférence publique à Bonn (n. 12).

34) JANSSEN (Wilhelm), *Institut* (n. 3), p. 318.

35) SPEITKAMP (Winfried), (n. 20), p. 255; WERNER (Matthias), (n. 1), p. 346 et conférence à Bonn (n. 12).

36) SCHULZE (Winfried), *Deutsche Geschichtswissenschaft nach 1945* (Historische Zeitschrift, Beiheft NF 10), 1989, p. 292.

être articulées pour répondre aux questions de l'histoire générale³⁷. Le fait que des représentants de l'histoire générale se soient tournés ou s'orientent de plus en plus vers des recherches dans ces domaines, en fournit la preuve. La limite entre ces deux champs disciplinaires est fluctuante³⁸. L'historiographie se comprend actuellement comme partie d'une discipline scientifique de l'évolution des esprits et de la civilisation³⁹. Mais même la recherche actuelle sur l'histoire des civilisations s'épanouit davantage dans des espaces régionaux et locaux. La discipline *Landesgeschichte* devrait donc prendre conscience de son importance et du fait qu'elle est une force absolument indispensable et innovatrice dans le cadre de l'historiographie. Cela a son importance dans la mesure où elle a beaucoup œuvré pour soutenir les identités régionales et qu'elle se trouve à la croisée des chemins de la recherche universitaire et des travaux d'historiens amateurs. En assurant la formation de personnes qui satisfont leur curiosité avec toute la rigueur scientifique exigée, elle assume un devoir social d'une importance extraordinaire. Le regard sur son propre passé devrait être le garant pour éviter de se compromettre à nouveau avec les régimes politiques⁴⁰.

L'ouverture d'esprit dont il a été question devrait pouvoir s'élargir également aux tendances internationales des recherches. La méthode comparative liée à cette ouverture comme principe est depuis toujours propre à cette discipline⁴¹ et prend ainsi une nouvelle dimension. Ce n'est que de cette façon qu'on réussit à repérer des processus de diffusion et de transmission transfrontaliers⁴². Cela sert à révéler clairement les éléments d'une culture et civilisation commune. Cette typologie comparatiste comporte sa valeur méthodique en soi. Dans des publications récentes, elle prend souvent l'Europe comme point de repère⁴³, ce qui n'est pas toujours nécessaire⁴⁴. La relation entre la *Landesgeschichte* et l'historiographie universelle qu'a voulue Karl Lamprecht me semble plus indiquée. Voir la *Landesgeschichte* comparatiste progresser modestement, pas à pas, mais de manière quasi naturelle en passant les frontières pour aboutir à une dimension européenne⁴⁵, apparaît déjà comme une grande réussite. Ce colloque pour lequel nous nous sommes retrouvés pourrait en être un point de départ.

37) WERNER (Matthias), conférence à Bonn (n. 12).

38) JANSSEN (Wilhelm), *Landesgeschichte* (n. 7), p. 403.

39) FUNKE (Peter), président de l'association des historien(ne)s allemands, dans son avant-propos du programme du 46^{ème} congrès des historiens allemands, 2006. <http://www.uni-konstanz.de/historikertag>

40) WERNER (Matthias), conférence à Bonn (n. 12).

41) HINRICHS (Ernst), (n. 28), p. 11.

42) GROTEN (Manfred), conférence à Bonn (n. 20).

43) SCHMALE (Wolfgang), *Historische Komparatistik und Kulturtransfer. Europageschichtliche Perspektiven für die Landesgeschichte. Eine Einführung unter besonderer Berücksichtigung der sächsischen Landesgeschichte*, 1998.

44) SPEITKAMP (Winfried), (n. 20), p. 255.

45) GROTEN (Manfred), conférence à Bonn (n. 20).

De la *Landesgeschichte* à la *geschichtliche Landeskunde*: l'élaboration d'un champ historiographique et son évaluation

Volker Rödel

Die historische Disziplin, die den Begriff „Land“ in ihrem Namen führt, ist eine deutsche Besonderheit; denn sie leitet sich von der Tatsache her, daß unterhalb der gesamtstaatlichen Ebene kleinere Einheiten als historische Räume existierten, also zu beforschen und zu beschreiben waren. Nach dem 1. Weltkrieg überwand man den Bezug dieser Art Landesgeschichte auf politische Einheiten und schuf unter dem Begriff „geschichtliche Landeskunde“ eine neue kulturgeschichtlich bestimmte Konzeption, die sich den Raum für ihre Forschungen selbst als „Kulturraum“ bestimmte und die Geschichtswissenschaft interdisziplinär mit der Sprachforschung, der Geographie und der Volkskunde verband. Vorbildcharakter kam dabei dem 1920 in Bonn gegründeten Institut für geschichtliche Landeskunde der Rheinlande zu.

Während der nächsten beiden Jahrzehnte etablierte sich das Fach als anerkannter Zweig der Geschichtswissenschaften an zahlreichen Universitäten. Seine Konzeption machte es jedoch anfällig für nationalsozialistische Ideen, so daß zahlreiche seiner Vertreter dem NS-Regime ideologisch zuarbeiteten.

Dennoch gab es nach dem Ende des 2. Weltkriegs eine große personelle und konzeptionelle Kontinuität; denn die vielfach neu gebildeten Bundesländer verlangten nach Identität, und diese versprach das mit dem Föderalismus kompatible Fach bereitzustellen. Daß sich führende seiner Vertreter kompromittiert hatten, blieb lange unbekannt. Folglich setzte sich der Aufschwung des Fachs ungebrochen fort. Es beschäftigte sich vor allem mit der Sozial- und Verfassungsgeschichte des Mittelalters. Mit programmatischen Ansätzen hielt es sich klug zurück, indem es als Beschränkung nur die räumliche gelten ließ, sich aber in interdisziplinärer Zusammenarbeit für die thematische und zeitliche Dimension alle Möglichkeiten offen hielt.

Um 1970 erlebte das Fach den größten Umbruch. Inspiriert von einer stärker theoriegeleiteten historischen Sozialwissenschaft suchte man Forschungsansätze neuer Fächer wie der Soziologie und der Demographie zu integrieren, und die untersuchten Räume hatten vielfach nur noch lokale Dimension. Eine neue Richtung wandte sich unter dem Gegenbegriff „Regionalgeschichte“ vor allem sozial- und wirtschaftsgeschichtlichen Themen des 19. und 20. Jahrhunderts zu. Der bis in die 1980er Jahre darüber geführte Methodenstreit ist beendet, und der neue Begriff wird mit dem traditionellen der „Landesgeschichte“ nahezu synonym gebraucht. Diese Konvergenz verstärkte sich noch nach der Wiedervereinigung 1990; denn in den neuen östlichen Bundesländern, wo das Fach lange unterdrückt gewesen war und durch eine ebenfalls „Regionalgeschichte“ genannte andere Richtung hatte verdrängt werden sollen, konnte es nun ebenfalls aufblühen. Erst um 2000 begannen historiographiegeschichtliche Forschungen die Verstrickungen des Fachs in den Nationalsozialismus zu offenbaren.

Gegenwärtig stellt man eine Verbreiterung des konzeptionellen Spektrums fest, was die Gefahr einer gewissen Beliebigkeit in sich birgt. Der Begriff „geschichtliche Landeskunde“ schwindet immer mehr, und unter „Landesgeschichte“ wird manches subsumiert, was das Profil des Faches schwächt. Unter den Teildisziplinen der Geschichtswissenschaften hat es ohne Zweifel an Gewicht verloren; es gilt Vielen als „offen“. Seine Chance besteht darin, aus der Not dieser Offenheit konzeptionell wieder eine Tugend zu machen und bewusster und disziplinierter mit dem methodischen Prinzip des Vergleichs zu arbeiten, auch international.

Résumé

Depuis 1920, l'Allemagne a vu se développer un modèle d'historiographie « d'aires culturelles » que devaient déterminer l'application convergente d'analyses interdisciplinaires d'histoire, de géographie, de linguistique et d'ethnologie, pratiquée par des Instituts d'études régionales (*Landesgeschichte*). Cette nouvelle discipline se développe dans un grand nombre d'universités, et les titulaires des chaires ne sont pas hostiles au régime national-socialiste. 1945 ne marque pas de solution de continuité sur ce plan, ni sur le plan des personnes ni sur celui des méthodes. Par contre, à partir de 1970, une réaction, qui s'inspire des nouvelles orientations de l'histoire sociale se fait jour autour du concept « d'histoire régionale » (*Regionalgeschichte*). Le « conflit des méthodes » est à présent dépassé. La dénonciation de la compromission de grands maîtres de la « *Landesgeschichte* » avec le national-socialisme bat son plein après l'an 2000 et lui porte un coup, malgré le développement que lui donnent les nouveaux Länder de la RFA. Aujourd'hui, ces approches de l'étude de territoires, prennent le nom de *Landesgeschichte*.

Summary

In Germany, as early as 1920, the « cultural area » pattern in historiography was to bring about converging interdisciplinary studies in history, geography, linguistics and ethnology, as published by Regional Studies Institutes (*geschichtliche Landeskunde*). This new approach became quite popular with many universities and the teaching staff at that time was not clearly averse to national-socialism. Nothing really changed in the post-war years, concerning either teachers or methods. After 1970, however, a new trend – inspired by recent orientations in social history – appeared with the concept of « regional history » (*Regionalgeschichte*). The « conflicting methods » period was then over. After 2000 the staunch supporters of « *Landesgeschichte* » were being loudly denounced for their involvement in national-socialism, as a consequence the success of « *Landesgeschichte* » – although this is the word now used to describe territorial studies – was being compromised, in spite of its development in the new Länder of the Federal Republic of Germany.

Volker Rödel

Volker Rödel (*1945)

Nach dem Abitur in Kaiserslautern und Wehrdienst Studium der Geschichte, Germanistik und Kunstgeschichte in Mainz und Wien 1967-1972 ; nach dem Examen für das Lehramt Assistent am Medizinhistorischen Institut in Mainz ; Promotion 1977 mit einer Arbeit über die Lehensbeziehungen des Niederadels zum König. Ausbildung für den Archivdienst in Karlsruhe und Marburg ; seit 1979 am Landesarchiv Speyer tätig ; 1988 Wechsel in die Leitung des Staatsarchivs Wertheim, 1997 des Generallandesarchivs Karlsruhe ; seit 1999 Lehrtätigkeit an der Universität Heidelberg in den Fächern Landesgeschichte Südwestdeutschlands und historische Hilfswissenschaften ; stellvertretender Vorsitzender der Kommission für geschichtliche Landeskunde in Baden-Württemberg.